

ISSN : 2312-7031

FACULTE DES SCIENCES DE L'HOMME ET DE LA SOCIETE

ANYASÃ

Numéro spécial



Revue des Lettres et Sciences Humaines

Laboratoire de Recherche sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés

Université de Lomé

Numéro 16
Décembre 2021

ADMINISTRATION ET REDACTION DE ANYASÁ

Revue des Lettres et Sciences Humaines
Laboratoire de Recherches sur la Dynamique des Milieux et des Sociétés
Université de Lomé

Directeur administratif de la rédaction : Pr. Wonou OLADOKOUN

Comité scientifique de lecture

Professeur Wonou OLADOKOUN (Université de Lomé)
Professeur Komla M. NUBUKPO (Université de Lomé)
Professeur Serge GLITHO (Université de Lomé)
Professeur Yaovi AKAKPO (Université de Lomé)
Professeur Amétépé AHADJI (Université de Lomé)
Professeur Komi KOSSI-TITRIKOU (Université de Lomé)
Professeur Dété F. GBIKPI-BENISSAN (Université de Lomé)
Professeur Octave N. BROOHM (Université de Lomé)
Professeur Mahamadé SAVADOGO (Université de Ouagadougou)
Professeur Augustin K. DIBI (Université Félix Houphouët-Boigny)
Professeur Lazare POAME (Université Alassane Ouattara)
Professeur Marc Louis ROPIVIA (Université Omar Bongo)
Professeur Charles Zakarie BOAWO (Université Marien Ngouabi)
Professeur Issa Djarangar DJITA (Université de Moundou)
Professeur Azoumana OUATTARA (Université Alassane Ouattara)
Professeur Paul ANOH (Université Félix Houphouët-Boigny)

Secrétaire de rédaction : Messan VIMENYO

Assistant de rédaction : Koku-Azonko FIAGAN

Contact :

BP. 999, Lomé

Tél. : 00228 90 19 25 89 / 90 83 34 19

E-mail : revue-anyasa@gmail.com

<p>A ces membres du comité scientifique, s'ajoutent d'autres personnes ressources consultées occasionnellement en fonction des articles à évaluer</p>

Sommaire

Numéro spécial

ANALYSE CRITIQUE DES OBJECTIFS DE DEVELOPPEMENT EN TANT QUE DISCOURS DES NATIONS AUX NATIONS.....	pp. 2-16
<i>Abdoulaye HAKIBOU</i>	
RESTAURATION POPULAIRE DANS LES ESPACES TRANSFRONTALIERS OUEST AFRICAINS ET SON IMPACT SUR LA SANTE PUBLIQUE : CAS DE HILLACONDJI-ANEHO.....	pp. 17-29
<i>Calice Sédodé TOFFOHOSSOU, Sotondji Benjamin ALLAGBE</i>	
VARIABILITE CLIMATIQUE A DEDOUGOU, EN DOMAINE SOUDANO-SAHELIEN, AU BURKINA FASO....	pp. 30-41
<i>Sabine Amenan TONAN, Talaridia Fulgence IDANI, Jacques KONKOBO, Dapola Evariste Constant DA</i>	
GOUVERNANCE DU SECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT À ZIGUINCHOR (SÉNÉGAL) : UN PROCESSUS PARTICIPATIF IMPLIQUANT UN JEU D'ACTEURS MULTIPLES, POUR LA PRISE EN CHARGE DES BESOINS LOCAUX.....	pp. 42-59
<i>Sécou Omar DIEDHIOU, Ibrahima BADJI, Issa FAYE, Gomis Joseph SAMBA</i>	
GOUVERNANCE LOCALE ET COHABITATION DES LEGITIMITES AU NIGER : ATOUTS ET LIMITES AU DEVELOPPEMENT LOCAL.....	pp. 60-71
<i>Mouhamadou ABOUBACAR ABDOU</i>	
DECHETS SOLIDES ET LIQUIDES DANS LES LYCEES ET COLLEGES DE LA VILLE DE SOKODE ET LEURS INCIDENCES SUR LA SANTE DES ACTEURS DE L'EDUCATION ET SUR L'ENVIRONNEMENT.....	pp. 72-82
<i>Eyanah ATCHOLE</i>	
IMPACTS DES PRESSIONS HUMAINES ET DES ACTIVITES AGRICOLES SUR LA VEGETATION DE LA REGION DE TONKPI (OUEST DE LA COTE D'IVOIRE).....	pp. 83-98
<i>Kané Vassouleymane CISSE, Zamblé Armand TRA BI</i>	
IMPACT DE LA DYNAMIQUE CLIMATIQUE SUR LA PRODUCTION DE L'IGNAME DANS LA PREFECTURE DE L'ANIE.....	pp. 99-117
<i>Koko Zébéto HOUEDAKOR</i>	

AVIS AUX AUTEURS

1. Note aux contributeurs

« ANYASA » revue des lettres et sciences humaines, publie des articles originaux, rédigés en français, non publiés auparavant et non soumis pour publication dans une autre revue. Les normes qui suivent sont conformes à celles adoptées par le Comité Technique Spécialisé (CTS) de Lettres et sciences humaines/CAMES (cf. dispositions de la 38e session des consultations des CCI, tenue à Bamako du 11 au 20 juillet 2016). Les contributeurs doivent s'y conformer.

1.1. Les manuscrits

Un projet de texte soumis à évaluation, doit comporter un titre (Times New Romans, taille 12, Lettres capitales, Gras), la signature (Prénom(s) et NOM (s) de l'auteur ou des auteurs, l'institution d'attache), l'adresse électronique de (des) auteur(s), le résumé en français (250 mots), les mots-clés (cinq), le résumé en anglais (du même volume), les keywords (même nombre que les mots-clés). Le résumé doit synthétiser la problématique, la méthodologie et les principaux résultats.

Le manuscrit doit respecter la structuration habituelle du texte scientifique : Introduction (Problématique, Hypothèse compris) ; Approche méthodologie ; Résultats ; Analyse des Résultats ; Discussion ; Conclusion ; Références bibliographiques (s'il s'agit d'une recherche expérimentale ou empirique).

Les notes infrapaginales, numérotées en chiffres arabes, sont rédigées en taille 10 (Times New Roman). Réduire au maximum le nombre de notes infrapaginales. Ecrire les noms scientifiques et les mots empruntés à d'autres langues que celle de l'article en italique (*Adansonia digitata*).

Le volume du projet d'article (texte à rédiger dans le logiciel word, Times New Romans, taille 12, interligne 1.5) doit être de 30 000 à 40 000 caractères (espaces compris).

Les titres des sections du texte doivent être numérotés de la façon suivante :

1. Premier niveau, premier titre (Times 12 gras)

1.1. Deuxième niveau (Times 12 gras italique)

1.1.1. Troisième niveau (Times 11 gras, italique)

1.1.2. Les illustrations

Les tableaux, les cartes, les figures, les graphiques, les schémas et les photos doivent être numérotés (numérotation continue) en chiffres arabes selon l'ordre de leur apparition dans le texte. Ils doivent comporter un titre concis, placé au-dessus de l'élément d'illustration (centré). La source (centrée) est indiquée en-dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). La source (centrée) est indiquée en dessous de l'élément d'illustration (Taille 10). Ces éléments d'illustration doivent être : annoncés, insérés puis commentés dans le corps du texte.

La présentation des illustrations : figures, cartes, graphiques, etc. doit respecter le miroir de la revue. Ces documents doivent porter la mention de la source, de l'année et de l'échelle (pour les cartes).

2. Notes et références

2.1. Les passages cités sont présentés entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépasse trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

2.2. Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, ainsi qu'il suit :

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'auteur, année de publication, pages citées (B. A. Sy. 2008, p. 18) ;
- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms et Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

- En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...) »
- Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles-là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire. - Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement.

Ainsi qu'il le dit : Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socioculturelle et de civilisation traduisant une impréparation socio-historique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

2.3. Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en continue et présentées en bas de page.

2.4. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : Nom et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Titre, Lieu de publication, Editeur, pages (p.) pour les articles et les chapitres d'ouvrage. Le titre d'un article est présenté entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

2.5. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur.

Par exemple :

Références bibliographiques

AMIN Samir, 1996, Les défis de la mondialisation, Paris, L'Harmattan, société, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, L'homme moderne et son éducation, Paris, PUF. DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », Diogène, 202, p. 145-151. DIAKITE Sidiki, 1985, Violence technologique et développement. La question africaine du développement, Paris, L'Harmattan

3. Le Tiré à part : les auteurs d'articles recevront gratuitement 1 (un) tiré à part en version électronique. Pour cela, les adresses électroniques des auteurs sont indispensables. La revue pourra leur être fournie à titre onéreux.

N. D. L. R.

**GOUVERNANCE DU SECTEUR DE L'ASSAINISSEMENT À ZIGUINCHOR
(SÉNÉGAL) : UN PROCESSUS PARTICIPATIF IMPLIQUANT
UN JEU D'ACTEURS MULTIPLES, POUR LA PRISE
EN CHARGE DES BESOINS LOCAUX**

*Sécou Omar DIEDHIOU, Ibrahima BADJI, Issa FAYE et Gomis Joseph SAMBA
Université Assane Seck de Ziguinchor, Sénégal*

Résumé : Confrontée à une problématique d'aménagement du territoire et de planification d'une part et dépourvue d'une stratégie efficace d'assainissement (gestion des ordures ménagères, des eaux usées et des eaux pluviales) d'autre part, la ville de Ziguinchor au Sénégal a toutefois opté pour une gouvernance et une gestion urbaine inclusive. Dans le cadre de la décentralisation, cette politique publique mobilise l'Etat, les collectivités territoriales, les Organisations non gouvernementale (ONG), la société civile, pour mieux aborder cette problématique de la gouvernance du secteur de l'assainissement, à travers la mise en place de stratégies concertées ou non, permettant de prendre en charge les préoccupations des populations. Dès lors, il est opportun de s'interroger sur la manière dont les acteurs individuellement ou en réseau se coordonnent pour la prise en charge des besoins des populations notamment les plus démunies ? Cet article vise à analyser le rôle et l'implication des acteurs dans la prise en charge des besoins locaux notamment en termes d'assainissement de la ville de Ziguinchor. Le jeu d'acteurs intervenant dans le secteur de l'assainissement est mis en évidence grâce à des enquêtes qualitatives et quantitatives effectuées auprès des habitants, des services déconcentrés et les ONG. Parallèlement, une analyse approfondie du jeu des acteurs intervenant dans le secteur de l'assainissement a été effectuée à l'aide de la démarche MACTOR (Méthode Acteurs Objectifs et Rapport de forces). Les résultats montrent que l'État est l'acteur principal dans la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière d'assainissement ; d'où la nécessité d'une politique inclusive de gestion urbaine à l'échelle de la commune de Ziguinchor. En outre, l'installation de l'Unité de Coordination de la Gestion solide (UCG) constitue un nouveau départ pour la mise en œuvre de circuits de collecte, de balayage et de désensablement dans la gestion des déchets solide. Enfin, la gestion de l'assainissement est marquée par une évaluation des rapports de force relevant d'un jeu d'acteurs parfois concertés ou non.

Mots-clés : Assainissement, gouvernance urbaine, décentralisation, aménagement du territoire, Ziguinchor (Sénégal)

Abstract: Faced with a problem of land use planning and planning on the one hand and lacking an effective sanitation strategy (management of household waste, wastewater and rainwater) on the other hand, the city of Ziguinchor in Senegal has however opted for inclusive urban governance and management. In the context of decentralization, this public policy mobilizes the State, local authorities, NGOs, civil society, to better address this issue of governance of the sanitation sector, through the establishment of concerted strategies. or not, making it possible to address the concerns of the populations. Therefore, is it appropriate to question the way in which the actors individually or in a network coordinate to meet the needs of populations, especially the most deprived? This article aims to analyze the role and involvement of actors in addressing local needs, particularly in terms of sanitation in the city of Ziguinchor. The players involved in the sanitation sector are highlighted through qualitative and quantitative surveys carried out among residents, decentralized services and NGOs. At the same time, an in-depth analysis of the play of the actors involved in the sanitation sector was carried out using the MACTOR approach (Actors, Objectives and Balance of Power Method). The results show that the state is the main actor in the implementation of strategic directions in sanitation; hence the need for an inclusive urban management policy at the level of the municipality of Ziguinchor. In addition, the installation of the UCG constitutes a new start for the implementation of collection, sweeping and sand removal circuits in solid waste management. Finally, sanitation management is marked by an assessment of the balance of power arising from a game of actors that may or may not be concerted.

Keywords: Sanitation, urban governance, decentralization/decentralisation, spatial planning, Ziguinchor (Sénégal)

Introduction

Parmi les nombreux problèmes auxquels font face les villes en Afrique, la gouvernance particulièrement celle de l'assainissement représente un enjeu majeur (Förster et Ammann, 2018). En effet, les mutations observées pendant ces quatre dernières décennies et les nombreux défis face auxquels sont confrontées les villes africaines (croissance démographique, urbanisation rapide, problèmes d'assainissement, gestion des ordures ménagères, changement climatique, pression immobilière et élévation du coût des logements, prolifération de l'habitat informel et de l'économie informelle et plus globalement une dégradation de la qualité de vie des habitants) ont placé la gestion urbaine¹, la décentralisation² et la gouvernance participative au cœur des préoccupations des décideurs publics, de la société civile et de la population (ONU HABITAT, 2020 ; JICA, 2019 ; Sow et *al.*, 2019 ; Louki et Rouached, 2018 ; Bangoura, 2017). Ce constat vaut au Sénégal (Gomis et Thior, 2020 ; Sow et *al.*, 2019 ; Sané, 2016). À cet effet, le Plan Sénégal Émergent (PSE) est le référentiel politique pour répondre à ces défis à l'horizon 2035 à travers les axes gouvernance et sécurité ; protection sociale et développement durable (République du Sénégal, 2021). De fait, plusieurs engagements politiques (Programme d'Assainissement et de Gestion des Eaux pluviales, Projet de Gestion Durable des Déchets Solides Urbains) sont pris par le gouvernement sénégalais pour assurer la gestion des déchets solides et liquides. On peut citer les Objectifs de Développement Durable (ODD), depuis 2015, qui visent à « garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau » et pour lesquels le Sénégal s'est engagé (Toukara et Sène, 2020).

Plus précisément, s'agissant de la gestion du secteur de l'assainissement dans la commune de Ziguinchor, il est important de noter qu'elle est confrontée à des difficultés d'évacuation des déchets solides ménagères, des eaux de ruissellement pluvial du fait du mauvais entretien du réseau (Sy et *al.*, 2012 ; Sané et *al.*, 2019). En effet, l'urbanisation rapide à laquelle s'ajoute le mauvais comportement de certains citoyens fait que la gestion des déchets solides et liquides devient de plus en plus une urgence pour l'ensemble des acteurs impliqués dans ce secteur (Sall et Sy, 2011). D'ailleurs, la gestion des ordures ménagères constitue également un problème pour la commune qui ne dispose pas de zone de transit et de décharge finale (PDC, 2018 ; Badji, 2014). Tous ces facteurs, ont entraîné une situation de vulnérabilité chez certaines populations, notamment celles résidant dans les quartiers périphériques (Diabir, Kandialang, Kenya, Lyndiane, Coboda, Néma). Dès lors se posent des problèmes de gestion urbaine qui se manifestent par une insalubrité notoire dans certains quartiers, un étalement incontrôlé du tissu urbain et des difficultés de raccordement aux réseaux existants.

À cet effet, il est important de comprendre le jeu des acteurs locaux dans le développement des stratégies pour améliorer le système de l'assainissement urbain à Ziguinchor. Ceci passe avant tout par une identification des différents acteurs qui interviennent dans la

¹ La gouvernance urbaine correspond « à l'environnement favorable nécessitant des cadres juridiques adéquats, des processus politiques, d'administration et de gestion efficaces pour permettre aux gouvernements locaux de répondre aux besoins des citoyens. Elle renvoie aux différentes façons dont les institutions et les individus assurent la gestion quotidienne de la ville ainsi qu'aux processus mis en œuvre pour réaliser efficacement les objectifs à court et à long terme du développement urbain » (ONU-Habitat). <https://fr.unhabitat.org/gouvernance/> consulté le 25 juin 2017.

² Pour le Sénégal, la décentralisation consiste à un transfert de compétence spécifique par l'État aux collectivités territoriales et des ressources financières appropriées. À titre illustratif, le Sénégal a placé l'acte III de la décentralisation au cœur des préoccupations nationales et locales, pour faire face à l'urbanisation rapide et à ses externalités négatives. Ainsi, le point d'ancrage de la politique de décentralisation à savoir la communalisation intégrale, pose débat. Ainsi, les communes et les départements rassemblent désormais, dans le cadre de l'Acte 3 de la décentralisation ou Schéma de cohérence territoriale des documents tels que le Plan de développement communal, le Plan de Développement départemental, qui s'élaborent à partir du plan national d'aménagement et de développement territorial, qui définit les politiques d'aménagement du territoire. Cette ingénierie ou intelligence territoriale (Sow et *al.*, 2019 ; Di Méo, 2014) renforce l'implication des acteurs de la ville (collectivité territoriale, élus, ONG, citoyen, etc.) sur de larges portions de territoires.

gouvernance et le développement urbain à Ziguinchor. La combinaison de l'ensemble des éléments soulignés au sein de la ville de Ziguinchor (urbanisation rapide, problèmes d'assainissement, gestion de déchets ménagers, etc.) renvoie à la problématique des enjeux liés à la gouvernance urbaine. Ce travail postule que des individus individuellement ou en réseau coordonnent dans la prise en charge des besoins des populations, notamment les plus démunies dans la commune de Ziguinchor. Le présent article a pour objet d'analyser le rôle et l'implication des acteurs dans la prise en charge des besoins locaux notamment en termes d'assainissement de la commune de Ziguinchor. Les résultats montrent que l'État est l'acteur principal dans la mise en œuvre des orientations stratégiques en matière d'assainissement ; d'où la nécessité d'une politique inclusive de gestion urbaine à l'échelle de la commune. En outre, l'installation de l'UCG constitue un nouveau départ pour la mise en œuvre de circuits de collecte, de balayage et de désensablement dans la gestion des déchets solide. Enfin, la gestion de l'assainissement est marquée par une évaluation des rapports de force relevant d'un jeu d'acteurs parfois concertés ou non.

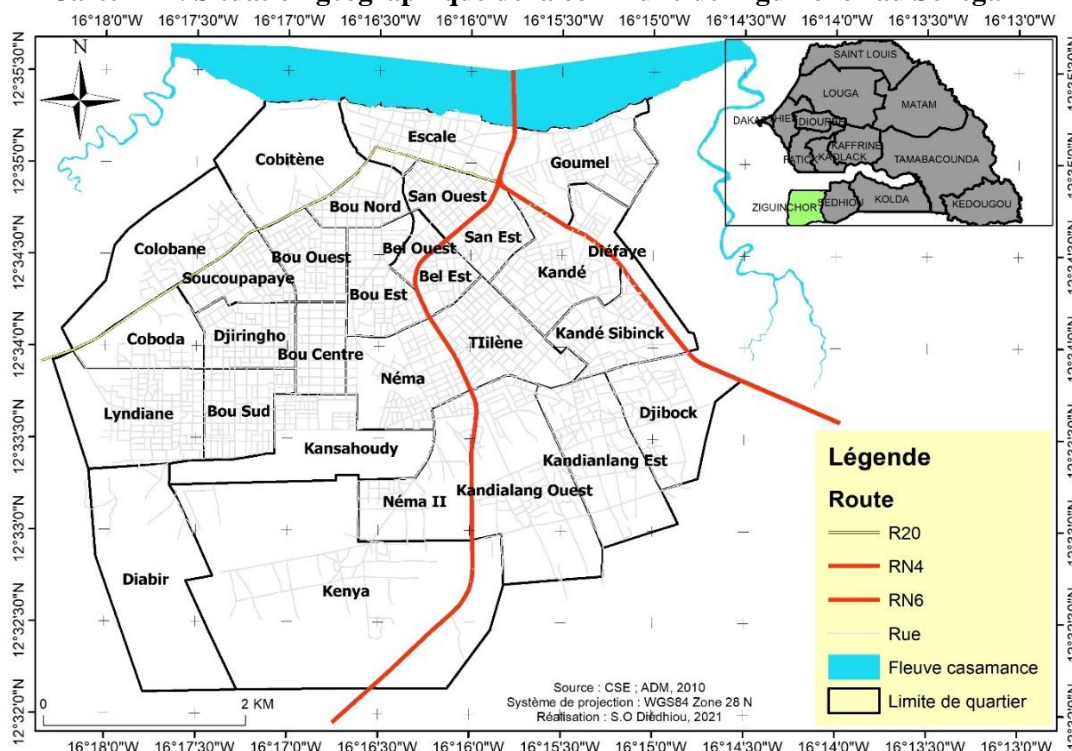
1. Méthodologie basée sur une approche qualitative, quantitative combinée à la démarche MACTOR pour examiner la gestion de l'assainissement à Ziguinchor

Dans les lignes suivantes, seront présentées la zone d'étude et la méthodologie utilisée pour analyser le rôle et l'implication des acteurs dans la prise en charge des besoins locaux notamment en termes d'assainissement de la ville de Ziguinchor.

1.1. Ziguinchor, une ville marquée par une urbanisation rapide, mal maîtrisée et une croissance démographique qui engendre des problématiques d'assainissement

Située au sud-ouest du Sénégal à 450 km de la capitale Dakar, la ville de Ziguinchor est localisée entre les méridiens 16° et 17° et les parallèles 12° et 13° avec une élévation moyenne de 19,30 m. Elle est limitée au nord par le fleuve Casamance, à l'est par le marigot de Boutoute et à l'ouest par le marigot de Djibélor et au sud par la commune ruraine de Niaguis (carte n°1).

Carte n°1 : Situation géographique de la commune de Ziguinchor au Sénégal



Elle est marquée depuis plus de deux décennies par une croissance urbaine d'une forte intensité qui engendre des problèmes d'assainissement. Sa population est désormais estimée à 289 904 habitants en 2018 contre 124 283 en 1988 (ANSD, 2018), soit 165 621 habitants de plus en 30 ans.

Cette croissance démographique crée des besoins inédits, notamment en termes d'emploi, d'accès aux soins, de logements décentes, de parcelles constructibles, de mobilité, d'alimentation, de gestion des déchets ménagère, des eaux pluviales, etc. (Diédhiou et *al.*, 2019 ; Gomis, 2021).

1.2. Usage des enquêtes qualitatives, quantitatives combiné à la démarche MACTOR pour analyser le jeu d'acteurs intervenant dans la gouvernance du système d'assainissement urbain

Le présent travail privilégie les enquêtes qualitatives (entretiens) et quantitatives (questionnaires) et l'observation *in fine* pour appréhender les enjeux de la gouvernance urbaine à travers la problématique de l'assainissement. Les différents acteurs ciblés sont les ménages, le maire et le conseil municipal ; l'Etat à travers ses Services déconcentrés, les ONG et la population à travers les conseils de quartier et les Organisations communautaires de Bases (OCB). Le choix des quartiers à enquêter n'est pas fortuit, car durant les visites et lors des phases d'observation de terrain nous avons pu identifier les quartiers les plus exposés à la problématique de l'assainissement et la gestion des ordures ménagères. De ce fait, cinq quartiers ont été choisis selon leur poids démographique. Pour la constitution de l'échantillon nous avons utilisé la formule suivante : l'échantillon obtenu à partir de la technique d'échantillonnage par quotas est donc constitué de 95 enquêtés sur la base d'un pas de sondage de 2 (tableau n°1). Le questionnaire est adressé aux chefs de ménages et a porté sur les problèmes d'assainissement, la gouvernance urbaine et participation populaire, etc.

$$\frac{NM \text{ (Nombre de ménage)} \times \text{Pas de sondage (PS)}}{100}$$

100

Tableau n°1 : Échantillonnage des enquêtes dans les cinq quartiers

Quartiers	Nombre de ménages	Effectifs enquêtés	Pas de sondage
Coboda	1 000	20	2
Diabir	350	7	2
Kandialang	1 500	30	2
Kenya	300	6	2
Néma	1 600	32	2

Source : ANSD, 2014 ; ANSD, 2018.

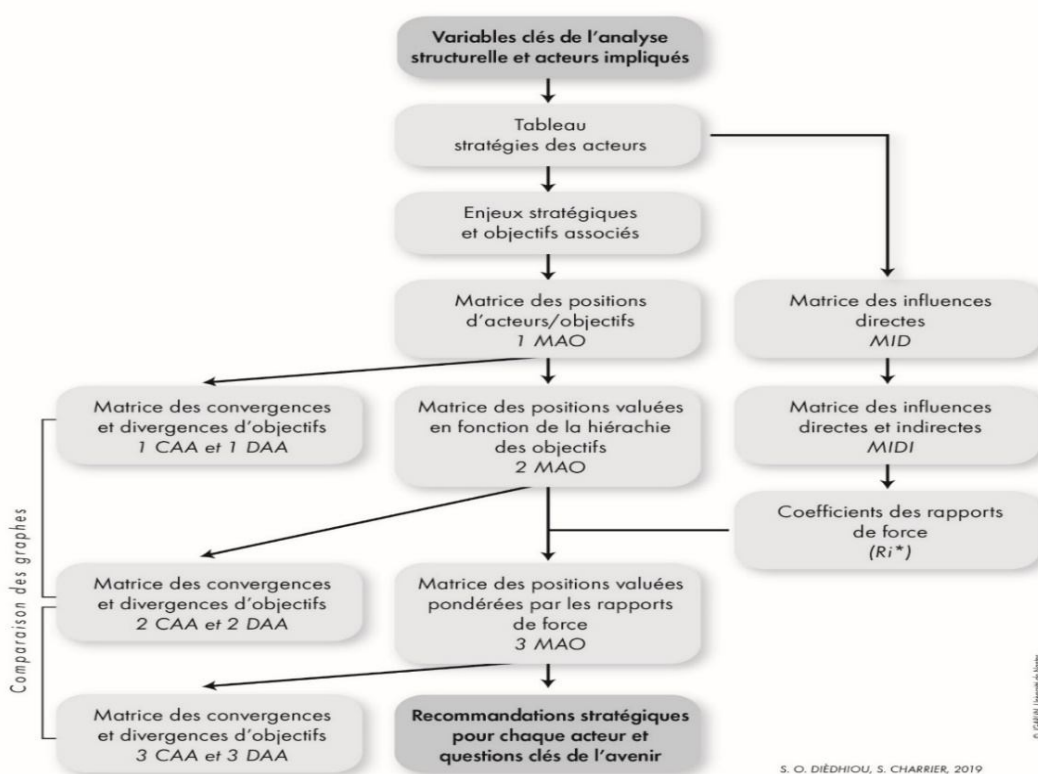
Le guide d'entretien est adressé aux personnes ressources telles que des membres du conseil municipal de Ziguinchor, les chefs des services déconcentrés de l'État (Cadastre, Urbanisme, Service départemental de l'action social, etc.), les représentants d'ONG, les présidents des Associations sportives et culturelles (ASC) et des conseils de quartier. Au sortir de ces entretiens, on est en mesure d'évaluer le rôle de chaque acteur dans la prise de décisions concernant la mise en œuvre de stratégies de gestion des déchets au niveau de la ville de Ziguinchor, mais surtout dans les quartiers périphériques défavorisés. Finalement, 15 personnes ressources ont été interrogées.

En complément, la démarche MACTOR a été utilisée pour analyser le jeu d'acteurs intervenant dans la gouvernance urbaine notamment dans le cadre de la mise en œuvre du système d'assainissement urbain. La démarche vise à définir une matrice des alliances entre acteurs d'un domaine. C'est une méthode qui permet de modéliser les interactions entre les

différents acteurs intervenant dans un secteur de politique publique. Chaque acteur³ a une identité, un projet et des moyens d'action propres, organisés dans une stratégie pour atteindre les buts et les objectifs qu'il s'est fixé pour les faire aboutir (Lavigne Delville, 2000). L'objectif de la méthode est d'estimer les rapports de force entre les acteurs et d'étudier leur convergence et divergence, sur des objectifs relatifs à des enjeux donnés (Godet et Durand, 2011, Godet, 1991).

Cette analyse est essentielle pour mettre en évidence les enjeux stratégiques et les questions qui pourraient être décisives pour l'avenir de l'assainissement dans la ville. C'est dans ce sens que Badji (2014) a utilisé la méthode MACTOR pour comprendre le jeu des acteurs qui intervient dans le secteur de l'assainissement dans la ville de Ziguinchor. L'utilisation de la méthode exige un consensus de la part des différents acteurs. Ce qui permet d'harmoniser les interventions au niveau local, régional, national voire sous régional. C'est dans cette optique qu'a été organisé des réunions et des focus groups avec les différents acteurs (agents des collectivités territoriales, urbanismes, cadastres, services de l'assainissement, du domaine, de la planification, ONG, société civile) impliqués dans la gestion de la gouvernance et l'assainissement. Ceci dans le but de recueillir le maximum de données afin de faire une analyse exhaustive des convergences et divergences des acteurs. Ce processus permet de poser le futur de l'assainissement en lien avec l'aménagement du territoire.

Figure n°1 : Résumé des étapes de la démarche MACTOR



Source : Sarr, 2016.

Cette démarche permet de déceler l'attitude des acteurs devant un enjeu de longue date. Avant d'en arriver à ce stade, il est important d'identifier localement les principaux acteurs qui concourent à définir les politiques d'assainissement et d'aménagement du territoire.

³ Un acteur est un groupe homogène ayant des objectifs et des moyens d'action communs et mettant en œuvre une même stratégie et affichant un rapport de force face aux autres acteurs ».

Notre analyse oblige à étudier les acteurs les plus visibles dans le système. Il s'agit notamment des acteurs institutionnels (Service régional de l'assainissement, Service de l'urbanisme et de la Planification, Service du cadastre et du domaine), des acteurs décentralisés/municipaux (Maires, élus du conseil municipal), les ONG, les ménages, etc.

La méthode MACTOR présente l'avantage d'avoir un caractère très opérationnel pour une grande diversité de jeux impliquant de nombreux acteurs vis-à-vis d'une série d'enjeux et d'objectifs associés. Cependant, la méthode comporte un certain nombre de limites, **notamment concernant le recueil de l'information nécessaire** (Sarr, 2016). On observe une réticence des acteurs à révéler leurs projets stratégiques et leurs moyens d'action externes. Il existe une part irréductible de confidentialité (on peut néanmoins procéder à d'utiles recoupements).

Par ailleurs, la représentation d'un jeu d'acteurs sur la base de cette méthode présuppose un comportement cohérent de chaque acteur par rapport à ses finalités, ce que dément parfois la réalité. La démarche cherche à visualiser, les objectifs, les alliances et conflits entre acteurs, tout en considérant leurs rapports de force. Cette démarche a pour but de fournir à un acteur (aux décideurs par exemple) une aide à la décision pour la mise en place de sa politique d'alliances et de conflits. La figure n°1 montre que la démarche MACTOR comprend sept phases essentielles :

- Phase 1 : Construire le tableau « stratégies des acteurs »,
- Phase 2 : Identifier les enjeux stratégiques et les objectifs associés,
- Phase 3 : Positionner les acteurs sur les objectifs, Repérer les convergences/divergences (positions simples),
- Phase 4 : Hiérarchiser pour chaque acteur ses priorités d'objectifs (positions valuées),
- Phase 5 : Évaluer les rapports de force des acteurs,
- Phase 6 : Intégrer les rapports de force dans l'analyse des convergences/divergences entre acteurs,
- Phase 7 : Formuler les recommandations stratégiques et les questions-clés de l'avenir.

2. Résultats : Rôle de l'État et de la Commune dans la gestion urbaine à Ziguinchor

Dans les lignes suivantes, seront abordées les orientations stratégiques de l'État, le rôle et les actions du conseil municipal en matière d'assainissement.

2.1. L'omniprésence de l'État dans les orientations stratégiques en matière d'assainissement

L'urbanisation rapide dans la commune engendre des problèmes d'ordres sociaux, environnementaux et économiques. La résolution de ces problèmes passe par une gestion urbaine qui inclue des acteurs à différents échelons : État, collectivités territoriales, société civile, etc. Dès lors, cette gouvernance urbaine constitue un chemin à un développement à la base, puisqu'elle s'inscrit dans un contexte marqué par la décentralisation voire la territorialisation des politiques publiques. Ainsi, la gestion urbaine est une pratique qui consiste à organiser l'espace urbain. Elle traite d'une manière générale des questions telles que les politiques sociales et environnementales, l'équipement et les transports publics, les politiques foncières, les finances et l'administration municipale. Les conséquences de l'urbanisation sont à l'origine de nombreuses défaillances constatées dans l'organisation des services publics, notamment celle de l'assainissement à Ziguinchor. Dans cette ville, le

phénomène d'urbanisation pose sans cesse des problèmes aux responsables administratifs communaux et surtout aux populations. Comme l'indique un chef de ménage rencontré en 2019 à Kandialang :

« Je réside dans la ville de Ziguinchor depuis plus de 50 ans. Malheureusement, je constate que l'État est le principal acteur dans la gestion de l'assainissement. Par exemple, le PROMOVILLE un programme du gouvernement sénégalais pour les villes a mis en place un réseau d'assainissement collectif à Ziguinchor. Pour moi, bien que des compétences soient transférées aux collectivités territoriales, L'État central contrôle la gestion de l'environnement urbain. À mon avis, bien que des efforts considérables restent toujours à faire dans le domaine de la gestion des déchets solides et des eaux pluviales, des actions significatives ont été effectuées dans le but d'atténuer les problèmes des populations. Par contre, je suis persuadé que l'implication des populations organisées en ASC, OCB et en conseils de quartier permettrait aux quartiers les plus défavorisés (Diabir, Kandialang, Lyndiane, etc.) d'accéder aux services sociaux de base, notamment en ce qui concerne l'accès à l'assainissement ».

Un autre chef de ménages rencontré en 2019 à Lyndiane affirme que :

« Je pense que l'intervention des projets et programmes de l'Etat et ses Services déconcentrés plombe la visibilité de la municipalité de Ziguinchor dans la gestion de l'assainissement. En effet, l'État doit confier le budget des programmes à la municipalité pour une gestion participative et efficace de l'assainissement dans la ville. À mon avis, la municipalité est l'instance la plus légitime pour exercer une telle gestion de proximité ».

En synthèse, à Ziguinchor, dans le domaine de la gouvernance urbaine nous pouvons entre autres distinguer les Services déconcentrés de l'État telles l'action de l'urbanisme et l'Unité de Coordination de la Gestion des déchets solides (UCG) dans le domaine de l'assainissement (tableau n°2).

Tableau n°2 : Intervention de l'État et de ses services déconcentrés dans la commune de Ziguinchor

Acteurs	Domaines d'intervention	Politiques/Programmes	Objectifs
État	Tous les domaines	- Étendre sur tout le territoire national les différentes politiques de réduction de la pauvreté et d'harmonisation du développement (DSRP, SCA, PNAT, PDU, PSE, ACTE 3 et Assainissement) ; - Accompagner le développement à la base par la mise en place du PNDL ; -Financement de la décentralisation (fonds de dotation).	Atteindre les ODD en matière d'éducation, de santé, de gestion des ressources naturelles, d'assainissement et d'habitat.
Urbanisme	Urbanisme, construction, lotissement, restructuration.	- Révision du Plan directeur d'Urbanisme, - Terminer le lotissement du quartier de Djibock - Arrêter l'avancée sauvage des constructions surtout dans les quartiers périphériques.	Conduire la politique étatique en matière d'urbanisme dans CL
UCG	Gestion des déchets solides ménagers et amélioration du cadre de vie	- À travers le PNGD, l'UCG appuie la commune à la maîtrise de la gestion des déchets	Améliorer la cadre de vie dans la commune et mettre en place un système de gestion pour la maîtrise des déchets

Source : Données de l'enquête, S.O. Diédhiou 2021.

De manière générale, l'État, acteur principal de la production et de la gestion des espaces urbains est le seul qui ordonne les exécutions en matière de l'assainissement notamment

des déchets solides. En revanche, la municipalité et certains Services déconcentrés jouent le rôle d'acteurs relais dans la gestion des ordures ménagères. De ce fait, l'organisation de la gestion des ordures ménagères doit constituer une des priorités des problèmes à résoudre par les municipalités.

2.2 Rôle et actions de la municipalité face aux multiples menaces qui pèsent sur l'environnement

La réforme de 1996 en matière de décentralisation au Sénégal a donné aux collectivités locales deux principes fondamentaux : la libre administration et l'autonomie de gestion. De plus, l'État a procédé au transfert de compétences à ces collectivités. Désormais avec ces pouvoirs, les collectivités locales vont conduire leur propre destinée, dans la mesure où elles président les différents travaux qui concernent la mise en œuvre des plans de développement de leurs localités. Dans la commune de Ziguinchor, la mairie a commandité des travaux qui ont abouti à la mise en œuvre du plan de développement communal (PDC), achevé en 2018. Ce document fait une monographie et un diagnostic territorial de la commune en précisant les différents secteurs d'activités et déroule les différentes options stratégiques en vue d'une harmonisation du développement. Un agent municipal rencontré en 2019 indique que :

« Des initiatives sont entreprises par l'équipe municipale avec l'appui de ses partenaires et des Services déconcentrés de l'État, pour pallier les déficits constatés dans le secteur de l'assainissement. Dans ce sens, un réseau de récupération et de traitements des eaux usées est en cours de réalisation avec l'Office Nationale de l'Assainissement du Sénégal (ONAS). Aussi, une station de traitement et de valorisation des boues de vidanges et un système d'amélioration des latrines dans les ménages sont en cours de mise en œuvre. À noter que les programmes PROMOVILLE et PACASEN dont la ville est bénéficiaire intègrent dans leurs plans d'aménagements routiers le facteur Assainissement ».

Le secrétaire municipal rencontré en 2019 indique que la municipalité commence à réaliser des actions prioritaires pour améliorer l'environnement urbain :

« Depuis 2018, la mairie de Ziguinchor en collaboration avec PACASEN est en train de mettre en place des équipements de collecte des ordures ménagères dans toute la commune avec un coût financier de 200 000 000 F CFA. Aussi, la mairie déroule en partenariat avec l'État, l'ONUDI et le PRODEMUD un projet de Gestion des déchets municipaux solides et des déchets dangereux. Il est à noter que ce programme s'élève à 9 515 093 000 de F CFA. En parallèlement, le conseil municipal a acté un programme de sensibilisation et de formation des populations dans gestion des ordures ménagères et la mise en place d'une unité de traitement des déchets dans tous les quartiers de la commune. Ce programme ambitieux et novateur est porté par le Service Canadien d'Appui aux Organisations (SACO /CESO) et le PRODEMUD. En outre, la municipalité a entrepris la construction de canaux d'évacuation des eaux pluviales dans les quartiers Kénia, Kandé, Kandialan, Djibock et Diéfaye. Le PACASEN est le maître d'ouvrage de ces infrastructures de gestion urbaine ».

Ainsi, depuis 2018, la mairie a effectué des travaux dans le domaine de l'assainissement (tableau n°3).

Tableau n°3 : Actions et réalisation du Conseil Municipal en matière d'eau, d'assainissement et gestion des ordures ménagères (2018-2020)

Actions	Quartiers
Collecte des ordures (hebdomadaires)	Boucotte Centre, B
Dotation en matériel (UCG/Mairie)	Tous les quartiers
Collecte des ordures (seulement Boudody Escale)	Boudody Escale
Évacuation des ordures ménagères du marché Tiléne	Tiléne
Construction de trois canaux d'eaux usées et pluviales	Boucotte Sud
Opération d'assainissement	Djiringho
Raccordement au réseau hydraulique	Boucotte Sud
Adduction en eau	Kansahoudy

Source : Mairie de Ziguinchor, PDC 2018-2024.

Face aux multiples menaces qui pèsent sur son environnement, le conseil municipal de Ziguinchor se lance dans la mise en œuvre d'un Plan directeur d'Assainissement (PDAZ) pour la commune. Financé par la Banque africaine de Développement (BAD), ce plan vient appuyer l'État du Sénégal dans la lutte contre la pauvreté et aussi dans l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) en matière d'eau potable et d'assainissement. Dans ce plan, les autorités se sont fixé plusieurs objectifs. Dans un premier registre, il s'agit d'atteindre d'ici 2021 un taux allant de 45 à 72 % pour la gestion des excréta, et 15 à 72 % pour la gestion des eaux grises. Dans un second registre, diminuer de moitié entre 2018 et 2025 le taux de ménages non couverts, ce qui signifie passer d'une couverture de 72 à 86 % pour la gestion des eaux usées et excréta.

3. De la nécessité de la mise en place d'une politique inclusive de gestion urbaine dans la commune de Ziguinchor

La commune est marquée depuis plus de deux décennies par une augmentation rapide de la population. Cette croissance démographique crée des besoins inédits, notamment en termes d'emploi, de gestion des déchets ménagère, des eaux pluviales, d'habitat, de mobilité, et d'alimentation, etc. La commune accueille 82,13 % des citoyens de la région (Sy et Mballo, 2020). Ce taux élevé de citoyens implique une mise en place d'une politique participative de gestion urbaine notamment dans le domaine de l'assainissement, ce qui va favoriser une recomposition de l'espace urbain.

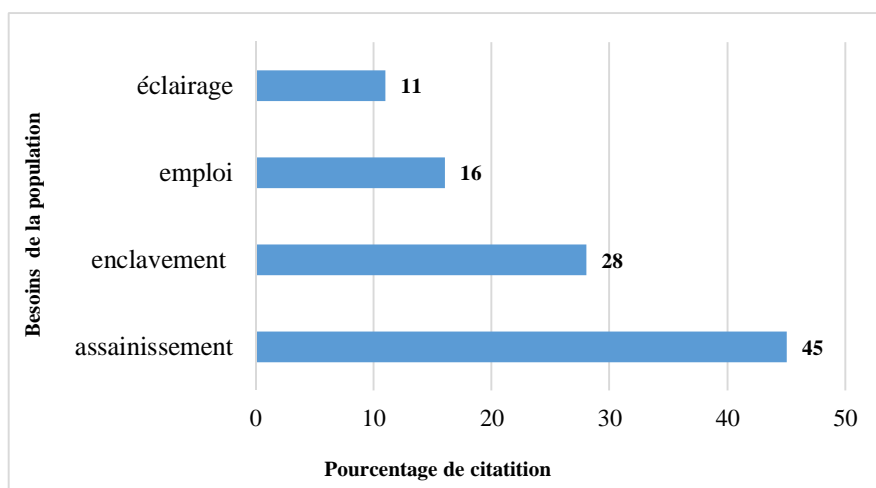
3.1. La dissolution de l'APROSEN accentue les difficultés dans la gestion des déchets solides

Les autorités étatiques et municipales ne sont pas parvenues à mettre en place une politique pouvant atténuer les conséquences négatives liées à ce phénomène d'urbanisation. Au fil des années, les difficultés liées à cette problématique s'accumulent, entraînant par la suite de réels problèmes de gestion urbaine dans la ville de Ziguinchor. L'augmentation du taux de pauvreté et la perturbation de l'environnement physique urbain sont entre autres les conséquences de cette crise urbaine. La mise en œuvre du budget participatif de la commune de Ziguinchor a permis aux autorités de s'imprégner de la réalité qui prévaut au niveau des quartiers. Les représentants des délégués de quartiers ont en effet exprimé aux membres du conseil municipal, ainsi que les partenaires au développement, les besoins de leurs quartiers. Les différentes requêtes posées par les représentants des populations à la base ont été étudiées et mises ensuite par ordre de priorité. Ces besoins prioritaires tournent autour des secteurs suivants : assainissement et désenclavement.

La situation environnementale de la ville de Ziguinchor est contraignante. L'état de l'écosystème urbain se manifeste par une dégradation continue. Malgré la création de l'Agence de la propreté du Sénégal (APROSEN) depuis 2006 pour soulager les populations sénégalaises, la gestion des déchets a toujours été un problème dans la ville. Avec la

dissolution de cette agence par le Décret n° 2011-1920 du 30 novembre 2011, les populations étaient laissées à elles-mêmes. Il était alors perceptible de voir des tas d'immondices, des dépôts sauvages, des caniveaux bouchés d'ordures, sans oublier les incinérations dans les quartiers de Belfort, Diabir, Kandianlang, Kenia, Tiléne, Santhiaba, Lyndiane, etc. La gestion des déchets étant une compétence transférée par le Code des Collectivités locales, les autorités municipales n'ont pas pu assurer un cadre de vie saine dans la commune. Les résultats des enquêtes de terrain démontrent parfaitement les besoins prioritaires exprimés par la population (figure n°2).

Figure n°2 : Les besoins prioritaires exprimés par les chefs de ménages (%)



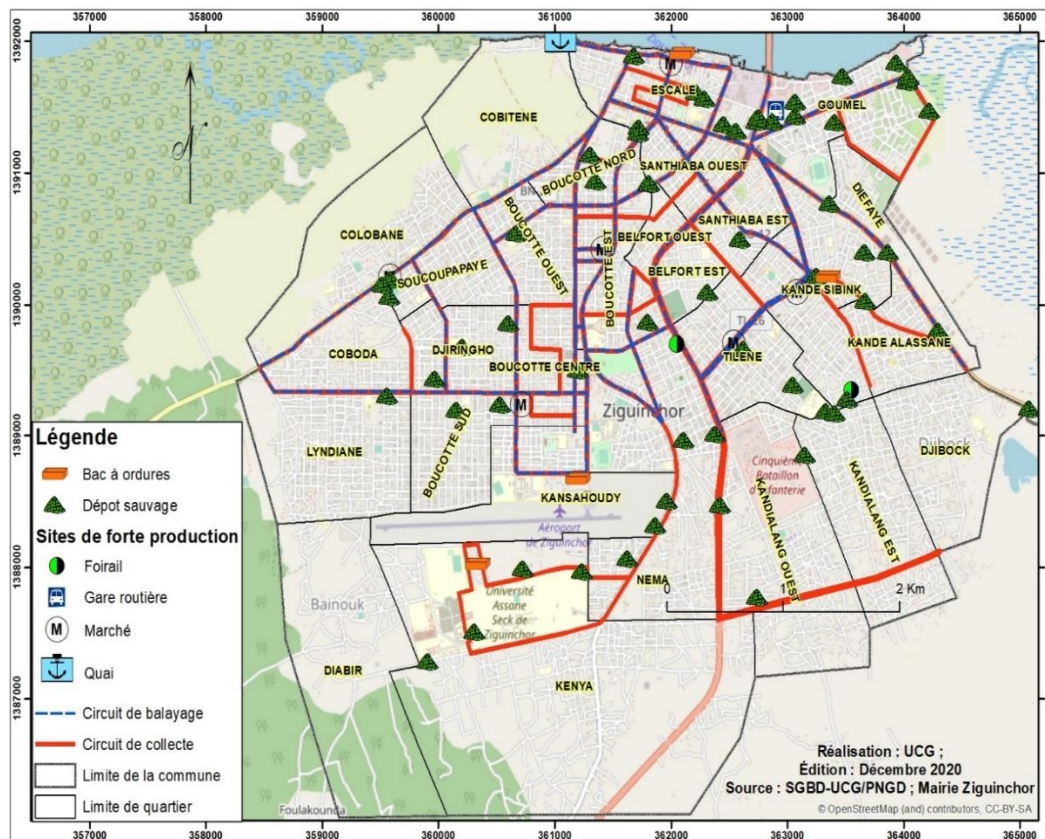
Source : Enquête de terrain, 2021.

Il convient de préciser que l'assainissement regroupe ici les déchets solides et liquides. Dans l'entendement des populations, ils sont liés. Mais dans le cadre de la gestion, l'État et les collectivités territoriales font le discernement. L'analyse de la figure révèle que la principale préoccupation des populations était liée à un manque d'installation d'un système d'assainissement dans presque la totalité des quartiers. À titre illustratif, ce secteur était marqué par une absence d'infrastructures et d'équipements pour l'évacuation et le traitement des déchets solides et liquides. Le système de canalisation existant se trouvait dans un état défectueux (96 % des cas). Ainsi, ce système ne permettait pas d'évacuer de manière efficace les eaux usées et pluviales. La gestion des ordures était confiée à l'APROSEN alors que l'Office National de l'Assainissement au Sénégal (ONAS) s'occupe des eaux usées. Cependant, pour résoudre ces difficultés, l'installation en 2014 de l'Unité de coordination de la gestion des déchets solides marque un nouveau départ.

3.2. L'installation de l'UCG un nouveau départ pour la mise en œuvre de circuits de collecte, de balayage et de désensablement dans la gestion des déchets solide

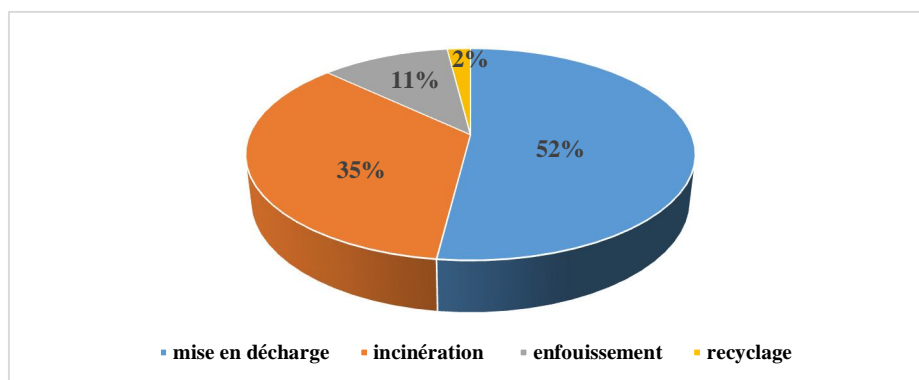
Depuis 2011, la gestion des déchets solides est confiée à l'Unité de Coordination de la gestion des déchets solides (UCG). Elle s'est installée à Ziguinchor en 2014. Depuis lors, le système est pérennisé avec enlèvement des dépôts sauvages, collecte domiciliaire sur les grands axes, balayage et désensablement des artères principales (carte n°2).

Carte n°2 : Circuits de collecte, de balayage et de désensablement des équipes de l'UCG de la Mairie et du FERA dans la commune de Ziguinchor, validité décembre 2020



La gestion des ordures ménagères constitue un sérieux problème dans la commune de Ziguinchor. Mais le système actuel, qui tend à se renforcer, couvre +150 Tonnes de déchets produits par jour, dont environ 57 Tonnes sont mises en décharge par jour, soit environ 38 % de la production journalière dans la ville. À l'échelle spatiale, seuls les quartiers Kandialang Est et Ouest, Djibock et Diabir ne bénéficient pas de la collecte. Néanmoins, la couverture est encore faible (inférieure à 40 % du territoire communal). En revanche, dans les zones non bénéficiaires de la collecte, les populations s'adonnent aux dépôts sauvages. L'UCG dispose d'un dispositif pour éradiquer ces dépôts. Ainsi, 27 des 28 quartiers de la ville bénéficient des opérations d'enlèvement des dépôts. Seul le quartier Diabir n'est pas couvert en raison de son inaccessibilité. Au-delà de la collecte de l'UCG, des privés sillonnent la profondeur des quartiers pour collecter les déchets, moyennant 300 à 500 F CFA le sac. De ce fait, sur les 4 500 Tonnes de déchets produits chaque mois dans la ville, seule la moitié est mise en décharge. Une partie des déchets produits est déversée dans les caniveaux et une autre est incinérée (figure n°3).

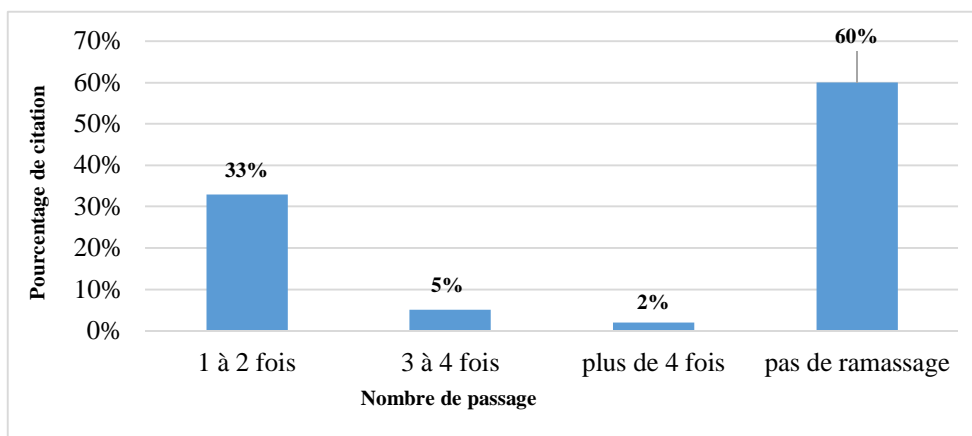
Figure n°3 : Mode de traitement des ordures ménagères



Source : Enquête de terrain, 2021.

Le problème d'accès dans quelques quartiers est un frein à la gestion des déchets. D'après les autorités, le principal problème de ces quartiers est leur inaccessibilité. Le manque de voiries carrossables rend difficile la tâche aux différents services qui s'occupent de la collecte des ordures ménagères. Pendant la saison des pluies, ces services n'effectuent pas correctement les travaux de collecte et de traitement des ordures au niveau même des quartiers qui étaient jadis couverts comme Belfort et Santhiaba. Le ramassage n'étant pas assuré, les populations utilisent d'autres méthodes de traitement pour se débarrasser des déchets. La figure n°4 présente le nombre de passages des agents chargés de la collecte des ordures ménagères.

Figure n°4 : Nombre de passage des agents chargés de la collecte des ordures ménagères dans les quartiers couverts.



Source : Enquête de terrain, 2021.

Parmi les 95 ménages enquêtés, 60 % affirmaient que les services de nettoyage de la commune ne viennent pas dans leur quartier. Ils sont obligés pour la plupart de créer des dépôts un peu partout dans les rues des quartiers pour se débarrasser des déchets encombrants. Du fait de la rareté du dispositif de collecte des ordures dans les quartiers périphériques, des dépôts sauvages se multiplient dans la commune où 52 % des ménages y évacuent leurs déchets.

La présence des dépôts sauvages provoque l'émergence et le développement de vecteurs de maladies tels que les insectes et les moustiques (Planche n°1).

Planche n°1 : Dépotoirs sauvages dans un quartier de la commune de Ziguinchor



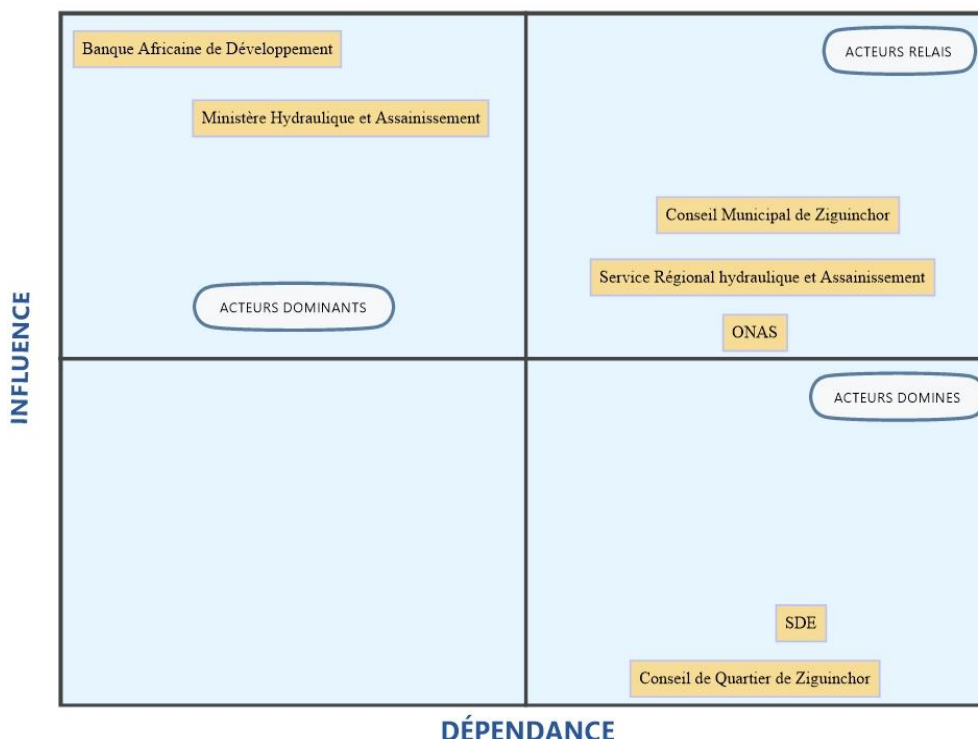
Source : I. Badji, vue prise en 2019.

En définitive, l'État n'est pas le seul partenaire des collectivités territoriales en matière de développement et de gouvernance de l'assainissement. Il est appuyé par un nombre important d'acteurs qui à leur tour contribuent à l'amélioration des conditions de vie des populations, surtout celles des plus vulnérables. Parmi ces acteurs nous avons les services déconcentrés de l'Etat, les ONG, les ASC et les OCB.

4. Une évaluation des rapports de force à partir de la démarche MACTOR révèle un jeu d'acteurs parfois concertés ou non

L'analyse du jeu des acteurs permet aussi de connaître les rapports de force qui existent entre les différentes composantes du système. La figure n°5 construite à partir de la matrice des influences directes entre acteurs classe les acteurs en quatre catégories (dominant, dominé, relais et autonome).

Figure n°5 : Schéma influences et dépendances entre acteurs intervenant dans l'assainissement

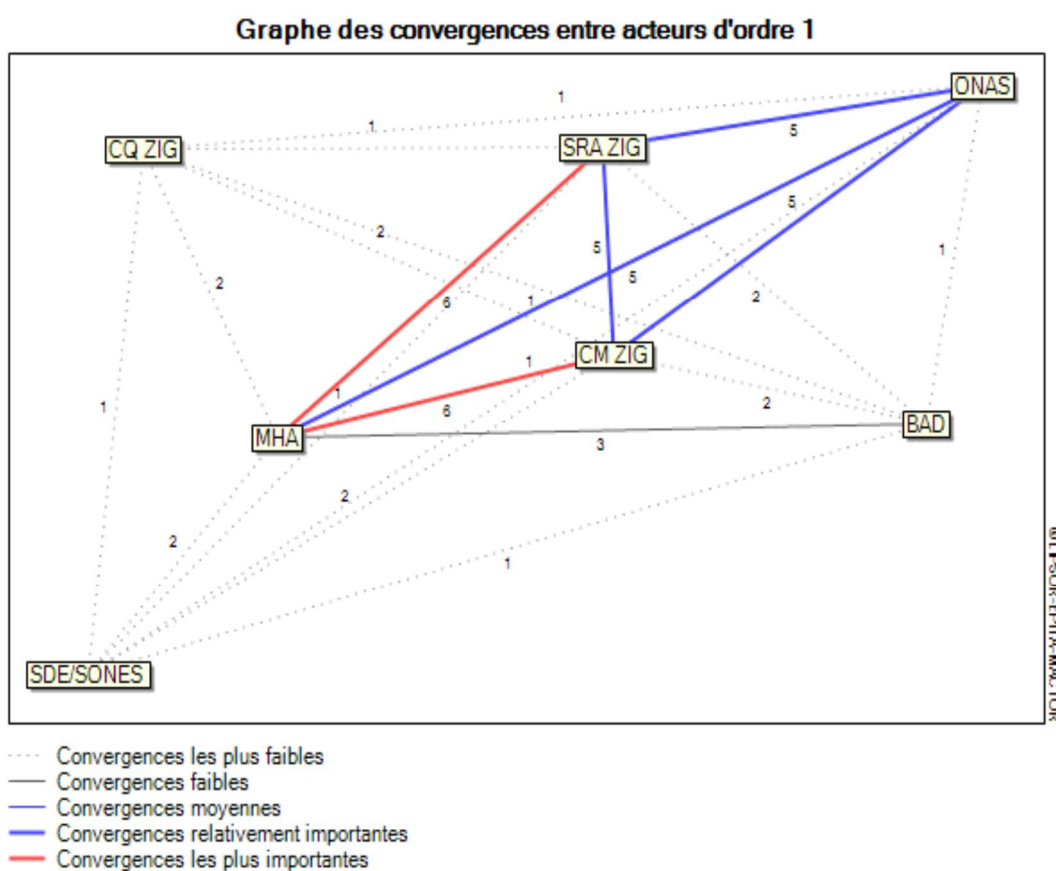


Source : Entretiens auteurs, 2020.

Les acteurs dominants sont ceux qui exercent une influence très forte sur les autres et ne sont pas fortement influencés. C'est le cas du MHA et de la BAD. Le premier définit la politique nationale en matière d'assainissement et le second est le principal bailleur du PDAZ. Le Conseil Municipal de Ziguinchor, le Service régional de l'Assainissement et l'Office National d'Assainissement du Sénégal sont les acteurs relais du système. Ils sont à la fois fortement influents et fortement dépendants des autres acteurs. C'est-à-dire ils disposent des moyens d'action pour bien mener leurs projets, mais restent également sous l'influence des actions que déploient sur eux les autres acteurs (État et BAD par exemple).

Finalement, les acteurs dominés sont les Conseils de Quartier et la Sénégalaise des eaux (SDE). Ils subissent une forte influence de la part des autres acteurs dans le cadre de la mise en œuvre du PDAZ et disposent de peu de pouvoir surtout dans la prise de décisions. Au total, l'analyse des rapports de force dans les convergences et divergences entre acteurs révèle une complexité dans la relation des acteurs (figure n°6).

Figure n°6 : Schéma des convergences entre acteurs (CAA) intervenant dans l'assainissement

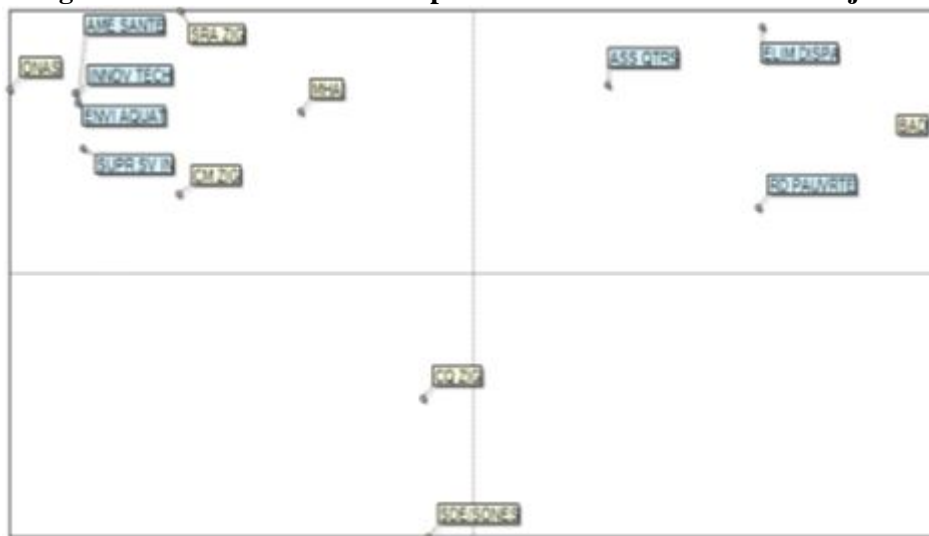


Source : Entretiens auteurs, 2020.

La figure n°6 représente l'intensité de la convergence entre les acteurs, sur l'ensemble des objectifs fixés. Il faut noter ici la forte convergence entre l'État, c'est-à-dire le MHA, le Service régional de l'Assainissement, le Conseil municipal de Ziguinchor et l'Office National de l'Assainissement (ONAS). Cela signifie qu'ils ont un objectif commun dans le cadre de la mise en œuvre du PDAZ. Les autres acteurs ont aussi donné, par rapport à certains objectifs, des positions affirmatives, tout en étant neutres sur d'autres. Cependant ? il n'y a pas de divergences entre les acteurs, surtout en ce qui concerne les objectifs fixés

pour le PDAZ. En définitive, les acteurs sont favorables aux objectifs fixés dans le cadre de la mise en œuvre du PDAZ (figure n°7).

Figure n°7 : Schéma des Correspondances entre acteurs et les Objectifs



Source : Entretiens auteurs, 2020.

La figure n°7 regroupe les acteurs autour des objectifs sur lesquels ils font l'objet d'un positionnement relativement similaire. Par exemple le MHA, le SRA, le CMZIG et l'ONAS sont relativement proches, notamment en ce qui concerne les quatre objectifs suivants : (1) contribuer à l'amélioration de l'environnement aquatique de la ville ; (2) supprimer la sévérité et la durée des inondations provoquées par la stagnation ou le ruissellement anarchique des eaux pluviales ; (3) gestion des déchets solides et (4) améliorer la Santé des populations. De son côté, la BAD se positionne pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre du PDAZ qui tournent autour de l'amélioration de l'assainissement dans les différents quartiers de la ville, de l'élimination des disparités genrées dans l'assainissement, de la réduction de la pauvreté et de la promotion du développement durable.

5. Discussion

Dans cet article, il s'agit d'analyser le rôle et l'implication des acteurs dans la prise en charge des besoins locaux notamment en termes d'assainissement de la ville de Ziguinchor. Les résultats montrent que l'État est au cœur de la prise de décision dans les orientations stratégiques en matière d'assainissement. Néanmoins, avec l'avènement de la décentralisation qui promeut une politique inclusive de gestion urbaine, la commune de Ziguinchor devient un acteur primordial dans la gestion de l'environnement notamment de l'assainissement. À titre illustratif, face aux multiples menaces qui pèsent sur son environnement, le conseil municipal de Ziguinchor se lance dans la mise en œuvre d'un Plan directeur d'Assainissement (PDAZ) pour une gestion efficace des déchets solides et liquides. Aussi, les investigations prouvent que les autorités étatiques et la municipalité n'ont pas réussi à trouver des solutions durables à la problématique l'assainissement. Par exemple, en 2012 la dissolution de l'APROSEN accentue les difficultés dans la gestion des déchets solides. Toutefois, l'installation de l'UCG en 2014 dans la commune marque un nouveau départ pour la mise en œuvre de circuits de collecte, de balayage et de désensablement dans la gestion des déchets solide. En outre, la coordination entre acteurs (Etat, municipalité, société civile, etc.) est parfois non concertée.

Dès lors, l'intérêt croissant pour l'assainissement se concentre essentiellement sur la gestion des déchets solides, liquides et des eaux pluviales (Sall et Sy, 2011 ; Sy et *al.*, 2012 ;

Badji, 2014 ; Sow et *al.*, 2019, Sané et *al.*, 2019). Dans la continuité des travaux de Sow et *al.*, (op.cit) on peut affirmer que le rapport entre la durée de stockage et la fréquence de remplissage des poubelles justifie en grande partie le caractère insalubre de la commune ; dans la mesure où les ordures sont stockées à 61.2 % plus de 24h alors que les poubelles sont remplies à près de 66.7 % (Diédhiou, 2015).

Les résultats corroborent les travaux de Sy et *al.*, (2012), la négligence et le laxisme des politiques urbaines de gestion de l'environnement et le comportement des populations contribuent largement à l'insalubrité et la vulnérabilité de la ville face à la gestion des déchets solides et aux inondations liées aux ruissellements des eaux pluviales (Sall et Sy, 2011). Par contre, depuis la mise en place du Plan directeur d'assainissement (PDA) et l'installation de l'UCG en 2014 dans la commune, on note une amélioration dans la mise en œuvre de circuits de collecte, de balayage et de désensablement dans la gestion des déchets solide. En effet, à travers le Plan national de gestion des déchets (PNGD), l'UCG appuie la commune à la maîtrise de la gestion des déchets et l'amélioration du cadre de vie des populations. La même dynamique est observable dans la ville de Saint-Louis avec le projet collecte, évacuation et traitement des ordures ménagères (CETOM). Ces mutations coïncident avec l'intégration de dynamiques associatives par la Municipalité sous l'impulsion de la coopération décentralisée (Rouyat et *al.*, 2006 ; Sow, 2005).

Toukara (2020) apporte des éléments d'éclairage sur la problématique de la gestion des déchets solides à Dakar et ailleurs dans le monde pour anticiper la traduction de l'initiative politique affichée de la gestion des déchets en programmes d'actions. Or, Ndiaye et Niang (2018) soulignent les difficultés de la gestion des ordures accentuées par la faible appropriation de l'espace urbain due au déficit d'infrastructures et d'implication sociale des populations. Pour autant, les résultats d'enquêtes de terrain sont similaires avec les travaux de Diawara (2009), à Dakar où la densification urbaine favorise la multiplication et la diversification des déchets solides, facteurs de pollution des différents milieux de l'agglomération. L'auteur poursuit en affirmant que les dégradations dues aux rejets résiduaires solides sont particulièrement mesurables à l'aune des déchets ménagers, qui constituent l'une des composantes les plus perceptibles de ce paradoxe dakarais d'une ville encore hygiéniquement gérée, mais continuellement et durablement sale. Et cela, malgré l'augmentation constante des fonds alloués au service de nettoyage public.

Par ailleurs, la gouvernance des déchets solides, liquides et des eaux pluviales n'est pas caractéristique dans la ville de Ziguinchor au Sénégal, elle s'observe dans d'autres villes africaines (Ngambi, 2015 ; Ngikam et Tanawa, 2006). Par exemple, au Bénin la décentralisation octroie au niveau local des responsabilités très larges en matière de développement, d'aménagement du territoire et de gestion de l'environnement. Dans cette ville, l'analyse des pratiques de gouvernance urbaine et de gestion de l'environnement met en évidence différents éléments pour expliquer la problématique des inondations. Cette situation est identique à celle observée à Ziguinchor. Alors qu'à Cotonou, les causes des inondations se résument par le point de l'insalubrité grandissante de l'espace urbain et les sérieux problèmes de pauvreté et d'inégalités spatiales.

Conclusion

La commune de Ziguinchor est marquée par une diversité d'acteurs intervenant dans la gestion des déchets solides et des eaux pluviales. Cette situation est due en partie à l'évolution des politiques de décentralisation et de gouvernance territoriales. La forte présence d'acteurs a fait naître des relations concertées ou parfois non, à travers les actions qu'ils mènent sur le terrain permet d'apprécier les forces et faiblesse de chacun.

Au demeurant, la collecte des ordures ménagères est l'une des plus grandes difficultés que rencontrent les autorités urbaines. Ces problèmes se traduisent par une accumulation des

déchets solides ménagère et la création de nombreux dépôts sauvages dans certains quartiers de Ziguinchor. En perspective, la co-construction des acteurs dans la mise en place les projets urbains, dans l'élaboration des politiques et de la gouvernance de l'assainissement serait important afin d'assurer un meilleur cadre de vie pour les habitants de la ville. Aussi, il faudrait étudier l'évaluation du système de traitement des déchets solides dans la ville de Ziguinchor.

Références bibliographiques

ANSD, 2014, *Rapport définitif Recensement Général de la Population, de l'Habitat, de l'Agriculture et de l'Élevage (RGPHAE) 2013*, ministère de l'Économie, des finances et du plan, 417 p.

ANSD, 2018, *La population du Sénégal en 2017*, Agence nationale de la statistique et de la démographie, 17 p.

BADJI Ibrahima, 2014, *Gouvernance locale et lutte contre la pauvreté dans la commune de Ziguinchor : Rôle et implication des acteurs dans la prise en charge des besoins locaux*, Mémoire de Master en Géographie, Université Cheikh Anta Diop de Dakar, 117 p.

Di Méo Guy, (2014), *Introduction à la géographie sociale*, Armand Colin.

Diawara Amadou Béal, 2009, *Les déchets solides à Dakar, Environnement, sociétés et gestion urbaine*, Thèse de doctorat en Géographie, Université Michel de Montaigne, 793 p.

Diédhiou Penda, 2015, *La gestion des ordures ménagères dans la commune de Ziguinchor : Étude de cas des quartiers de Boudody-Escale, Boucotte-Sud et Kénia*, Mémoire de Master en Géographie, Université Assane SECK, 99 p.

Diédhiou Sécou Omar, 2020, *Agriculture et sécurité alimentaire urbaine à Ziguinchor (Sénégal)*, Thèse de doctorat de Géographie, Université de Nantes et Université Assane SECK de Ziguinchor, 396 p.

Diédhiou Sécou Omar, Sy Oumar, Margetic Christine, 2019, « Agriculture urbaine à Ziguinchor (Sénégal) : Des pratiques d'autoconsommation favorables à l'essor de filières d'approvisionnement urbaines durables », *Espace populations sociétés*, 2018-3, p. 1-22.

Förster **Till**, Ammann **Carole**, 2018, « Les villes africaines et le casse-tête du développement », *Revue internationale de politique de développement*, n°10, DOI: <https://doi.org/10.4000/poldev.3352>

Godet Michel, 1991, *De l'Anticipation à l'action : Manuel de prospective et de stratégie*, Vol. Tome : *l'Art et la Méthode*, 3 édition, DUNOD, 275 p.

Godet Michel, Durance Philippe, 2011, *La prospective stratégique pour les entreprises et les territoires*, Dunod ; Numilog. <http://international.scholarvox.com/book/88805346>

Gomis Joseph Samba, Thior Mamadou, 2020, « Accès à l'eau potable et à l'assainissement dans les quartiers informels de la commune de Ziguinchor (Sénégal) : L'exemple de Nema 2 et Coboda », *Larhyss Journal*, 41, p. 27-46.

Loukil Faten, Rouached Lamia, 2018, « Renforcement des capacités de collecte et de tri des déchets dans les villes africaines », *Revue de L'Afrique des Idées*, n° 2-2018, p. 3-21.

Ndiaye Mamadou Camara, Niang Souleymane, 2018, *La gestion des déchets solides municipaux en Afrique subsaharienne : Bilan, enjeux et perspectives*, Conférence, Journée Mondiale de l'Habitat.

- Ngambi Jules Raymond, 2015, *Déchets solides ménagers de la ville de Yaoundé (Cameroun) : De la gestion linéaire vers une économie circulaire*, Thèse de doctorat en Géographie, Université du Maine, 492 p.
- Ngnikam Emmanuelle, Tanawa Émile, 2006, *Les villes d'Afrique face à leurs déchets*, Université de technologie de Belfort-Montbéliard.
- ONU HABITAT, 2020, L'impact du COVID-19 sur la gestion des déchets, Waste wise cities, Bulletin n°8, p. 2-4.
- JICA, 2019, Gestion des déchets solides en Afrique recueil de données 2019, Plateforme africaine des villes propres, 222 p.
- PDC, 2018, *Plan de développement communal de Ziguinchor (2018-2024)*, 128 p.
- Rouyat Julien, Broutin Cécile, Rachmuhl Virginie, Gueye Ahmed, Torrasani Valentina, Ka Ibrahima, 2006, « La gestion des ordures ménagères dans les villes secondaires du Sénégal ». Vers des politiques municipales incluant les quartiers périphériques, *Études et Travaux*, série en ligne n°8, Éditions du Gret, www.gret.org, 91 p.
- Sall Oumar, SY Oumar 2011, « Défaillance institutionnelle et volontarisme populaire : Les stratégies palliatives de gestion des déchets domestiques dans les périphéries urbaines de Dakar et Ziguinchor, Sénégal », *Colloque international*, p. 49-61.
- Sané Bouly, Cissé Aissatou, Faye Cheikh, 2019, « Problématique de la gestion des eaux pluviales dans les villes des pays en voie de développement : Cas du quartier de Santhiaba et Belfort (commune de Ziguinchor, Sénégal) », *Larhyss Journal*, 39, p. 313-331.
- Sané Youssouph, 2016, La décentralisation au Sénégal, ou comment réformer pour mieux maintenir le statu quo, *Cybergeo*, <https://doi.org/10.4000/cybergeo.27845>
- Sarr Pascaline, 2016, *La méthode MACTOR (L'analyse des Stratégies d'Acteurs)*.
- Sow Djiby, Cissokho Dramane, Thior Mamadou, 2019, « Réflexion autour d'un concept qui cristallise l'attention dans la production de la ville de Ziguinchor : Déchets », *Le Journal des Sciences Sociales*, p. 63-75.
- Sow Djiby, Gomis Joseph Samba, Sall Oumar, 2019, « Diagnostic territorial et gouvernance urbaine de Ziguinchor : Une analyse basée sur l'utilisation des TIC, SIG et OSM (Géomatique) », *Cinq Continents*, 9(20), p. 181-195.
- Sy Oumar, Sané Tidiane, Dieye El Hadji Balla, 2012, « La vulnérabilité de la ville de Ziguinchor face aux inondations », *Territoires d'Afrique*, 3, p. 48-58.
- Toukara Sidy, 2020, *Comprendre la gestion des déchets solides urbains : Pour éclairer les choix politiques au Sénégal*, L'Harmattan-Sénégal, 173 p.